

OTC

L'Azerbaïdjan attaque l'est de l'Arménie, Erévan annonce la perte de nombreux soldats Azéris et du matériel militaire, les Arméniens compteraient 4 blessés

[L'Azerbaïdjan attaque l'est de l'Arménie, Erévan annonce la perte de nombreux \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

La situation est très tendue à l'heure actuelle vers 15 heures ce mardi 16 novembre à la frontière est de l'Arménie selon le ministère arménien de la Défense qui affirme que des changements importants ne se sont pas produits.

Le ministère arménien de la Défense affirme dans un communiqué « des combats sporadiques se déroulent par des tirs, des canons ainsi que diverses armes. L'ennemi a des pertes en matériel militaire ainsi que des pertes humaines. Les pertes arméniennes sont actuellement en cours d'évaluation et nous savons de façon sûre que nous avons 4 blessés ».

Krikor Amirzayan

2.Les Nouvelles d'Arménie

16 novembre 2021

Déclaration du ministère arménien des Affaires étrangères suite à l'agression de l'Azerbaïdjan

Le ministère arménien des Affaires étrangères d'Arménie a publié une déclaration sur la situation tendue actuelle à la frontière arméno-azérie causée par l'agression azérie.

La déclaration dit :

"Aujourd'hui, le 16 novembre, les forces armées azéries ont lancé une attaque dans la direction orientale de la République d'Arménie et se sont infiltrées dans le territoire souverain de la République d'Arménie. Les opérations offensives de la partie azérie ont entraîné des pertes humaines. Cette dernière attaque s'inscrit dans la continuité de la politique répressive de la partie azerbaïdjanaise d'occuper les territoires de la République d'Arménie, qui a commencé le 12 mai de cette année avec l'infiltration des forces armées azerbaïdjanaises dans les régions de Syunik et Gegharkunik.

Par ces actions, l'Azerbaïdjan viole la déclaration trilatérale du 9 novembre, alors que la partie azerbaïdjanaise lance des attaques contre la République d'Arménie depuis les territoires qui sont passés à la partie azérie à la suite de la mise en œuvre de cette déclaration.

La République d'Arménie, selon la Charte des Nations unies, a le droit de repousser l'usage de la force contre son intégrité territoriale et sa souveraineté par tous les moyens.

Nous appelons la communauté internationale, nos partenaires internationaux - la Russie, l'OTSC, la coprésidence du groupe de Minsk de l'OSCE, les coprésidents- à réagir clairement à ces actions de la partie azerbaïdjanaise, qui mettent gravement en danger la sécurité et la paix régionales, à prendre des mesures pratiques pour leur prévention et le retrait sans condition et complet des forces

armées azerbaïdjanaises du territoire de la République d'Arménie. " Source Armenpress.

3.Le Figaro

16 novembre 2021

Interview Nicolas Barotte

ARARAT MIRZOIAN : « UN AN APRÈS LE CESSEZ-LE-FEU, LA SITUATION DEMEURE TRÈS TENDUE AU HAUT-KARABAKH »

« Les violations du cessez-le-feu par l'Azerbaïdjan sont aussi dirigées contre la crédibilité des forces de paix russes »

Le ministre arménien des Affaires étrangères accuse les autorités azerbaïdjanaises d'attiser la haine et réclame la libération des soldats capturés lors de la guerre entre les deux pays, qui a fait 6 000 morts.

CAUCASE Il y a un an, le conflit au Haut-Karabakh, qui a opposé l'Arménie à l'Azerbaïdjan, s'est soldé par 6 000 morts et la défaite militaire d'Erevan qui a perdu le contrôle de l'enclave territoriale. Le cessez-le-feu, surveillé par la Russie, demeure fragile. Dimanche, des échanges de tirs ont eu lieu à la frontière. La semaine dernière, Ararat Mirzoian, le ministre arménien des Affaires étrangères, se trouvait à Paris.

LE FIGARO.- Quelle est la situation à la frontière et au Haut-Karabakh, un an après le conflit?

Ararat MIRZOIAN. - L'agression militaire menée par l'Azerbaïdjan contre le Haut-Karabakh s'est terminée le 9 novembre 2020 par une déclaration tripartite de cessez-le-feu. Mais la situation demeure très tendue. Depuis un an, une trentaine de violations graves du cessez-le-feu ont fait des victimes et des blessés. Les Azerbaïdjanais ont assassiné aussi des civils. Néanmoins, l'Arménie fait tout son possible pour établir une paix durable dans la région. Mais pour que ce processus puisse être efficace, les efforts doivent être menés des deux côtés.

Quels efforts l'Arménie est-elle prête à faire ?

Les rhétoriques sont différentes de part et d'autre. L'Arménie parle d'ouvrir toutes les voies de communication, mais l'Azerbaïdjan insiste sur un soi-disant corridor (avec sa province du Nakhitchevan, qui est enclavée entre l'Arménie, la Turquie et l'Iran, NDLR) . L'Arménie est prête à transmettre toutes les cartes d'emplacement des mines dans la région dont elle dispose, mais l'Azerbaïdjan ne libère pas les prisonniers de guerre arméniens. Quand nous parlons de paix, l'Azerbaïdjan multiplie les déclarations xénophobes. Il suffit de lire les propos du président azerbaïdjanais. Il suffit de voir le « Parc des trophées » ouvert à Bakou au printemps dernier, où les Arméniens étaient humiliés et dénigrés.

Jusqu'où peuvent aller ces discours de haine que vous dénoncez ?

La réponse à cette question complexe se trouve à Bakou. La haine peut mener à l'extermination et au génocide. Le peuple arménien le sait. Une paix durable est possible mais la présence de populations arméniennes dans un territoire contrôlé par l'Azerbaïdjan est difficile à concevoir. Aujourd'hui, aucun Arménien n'habite dans les territoires passés sous contrôle azéri à l'issue de la guerre, ce qui est un fait accompli de nettoyage ethnique.

Combien de prisonniers sont détenus en Azerbaïdjan ?

De multiples témoignages montrent que les prisonniers de guerre subissent des traitements inhumains et dégradants, des tortures. Il s'agit des faits documentés par plusieurs ONG, y compris par Human Rights Watch. Nous disposons aussi de photos et de vidéos qui témoignent de la captivité de personnes dont la présence n'était pas confirmée par l'Azerbaïdjan. Elles peuvent avoir été la cible d'assassinats extrajudiciaires, être détenues dans des prisons clandestines, ou être victimes d'un trafic d'organes humains. La présence de 40 prisonniers de guerre est confirmée par l'Azerbaïdjan et une centaine est démentie.

Mercredi, vous avez rencontré le ministre français Jean-Yves Le Drian puis vous avez participé à une réunion trilatérale avec votre homologue Jeyhun Bayramov. Pour quel résultat ?

Je remercie d'abord le président Macron, les élus français et tous ceux qui ont apporté leur soutien à l'Arménie. Je veux aussi souligner l'importance de la reprise des négociations sous l'égide de la coprésidence du groupe de Minsk de l'OSCE. La question du règlement définitif du conflit du Haut-Karabakh est à l'ordre du jour. Mais à l'étape actuelle, nous sommes convenus de progresser par

petits pas : la libération des prisonniers, l'accès au Haut-Karabakh des organisations internationales pour des raisons humanitaires, et l'accès de l'Unesco pour vérifier la situation du patrimoine culturel arménien. Celui-ci est menacé d'une destruction ciblée. La cathédrale Saint-Sauveur à Chouchi a ainsi été gravement endommagée par une attaque de drones délibérée. Près de 1 500 monuments culturels, 19 000 objets de musée sont en danger.

Quel rôle doit jouer la Russie, qui a déployé 2 000 soldats pour le cessez-le-feu ?

La Russie a réussi à arrêter la guerre au 44^e jour des hostilités. Elle est coprésidente du groupe de Minsk de l'OSCE. Les forces de paix russes assurent la sécurité des Arméniens du Haut-Karabakh et contribuent à la reprise d'une vie normale. Les violations du cessez-le-feu par l'Azerbaïdjan sont aussi dirigées contre la crédibilité des forces de paix russes.

L'Arménie est-elle prête à normaliser ses relations avec la Turquie et à accepter un corridor liant l'Azerbaïdjan à la Turquie ?

Nous avons toujours dit que nous étions prêts à normaliser nos relations sans conditions préalables. Et ceci malgré l'immense implication de la Turquie dans la guerre au côté de l'Azerbaïdjan : par un soutien politique, mais aussi par la livraison d'armements et le déploiement de milliers de mercenaires étrangers. Nous avons entendu des signaux positifs de la part de la Turquie pour rouvrir le dialogue mais il demeure difficile. Ankara pose de nouvelles conditions. Parmi celles-ci, il y a le « corridor » liant l'Azerbaïdjan avec le Nakhitchevan et la Turquie. Il ne peut pas en être question. Les États doivent assurer le transit routier tout en maintenant la souveraineté de leur territoire. Toutes les voies de communication doivent être rouvertes dans la région.

4.Le Figaro

12 novembre 2021

Par Jean-Christophe Buisson

L'ARMÉNIE, CETTE VICTIME INVISIBILISÉE

CHRONIQUE - Valérie Toranian, directrice de La Revue des Deux Mondes, dont la famille a fui le génocide de 1915 pour s'installer en France, publie dans la collection quinzomadaire «Placards & Libelles», L'Arménie, du sang sur nos mains.

C'est une guerre de civilisation que l'Occident ne veut pas voir. Une destruction méthodique d'un peuple et de ses structures administratives, politiques et spirituelles par des voisins agacés par la survivance de cette anomalie locale. Dans le Caucase du Sud, formant un bouchon dans le couloir turcique menant d'Istanbul au Xinjiang, l'Arménie se tient, fière et droite quoique abîmée par des siècles d'invasion et d'occupation. Il y a un an, dans l'indifférence internationale quasi complète, l'armée azerbaïdjanaise, épaulée par la Turquie, attaquait le Haut-Karabakh, ancestrale terre arménienne attribuée artificiellement et cyniquement à l'Azerbaïdjan par Staline, au début des années 1920. En 44 jours, à l'aide de bombes à sous-munitions, de drones tueurs, de missiles au phosphore et de milliers de mercenaires djihadistes, plus de 2/3 de la république d'Artsakh autopoclamée en 1991 (et reconnue indépendante par les deux chambres législatives françaises) étaient conquis par les Turco-Azéris. Depuis, malgré la présence d'une force de paix russe, la situation est précaire. Les Arméniens ne se demandent s'«ils» vont revenir, mais quand...

C'est tout cela que rappelle, Valérie Toranian, directrice de La Revue des Deux Mondes dont la famille a fui le génocide de 1915 pour s'installer en France, dans un texte crucial et salutaire. On allait écrire: bernanosien. Publié dans la collection quinzomadaire «Placards & Libelles», L'Arménie, du sang sur nos mains ne plaira pas à notre ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, qui prônait la neutralité dans un conflit où des civils étaient décapités au cri de «Allah Akbar» .. Ni à ceux qui, s'ils l'approuvaient, craindraient d'être taxés d'islamophobes au motif que l'agresseur est musulman. Ni à tous ceux estimant que les chrétiens, forcément coupables par essence, payent là leurs péchés et leurs crimes (les croisades!). Mais il plaira à tous les esprits lucides qui ont compris que ce qui se jouait là-bas, dans le Caucase, nous concernait aussi. Et que défendre les Arméniens contre les Barbares, c'est aussi défendre la France.

5. Le Courrier d'Erevan

14 novembre 2021

Couac diplomatique de la députée des Français d'Arménie

Anne Genetet (à droite sur a photo) a participé à un diner-débat organisé par l'Ambassade d'Azerbaïdjan en France et l'Association d'amitié Azerbaïdjan... le 9 novembre dernier. Elle comptait se rendre en Arménie ce dimanche 14 novembre.

Par Olivier Merlet

9 novembre 2021 - 23 heures - tandis qu'Erevan ferme les yeux sur sa douleur et le souvenir de la journée tragique de l'an passé, à Paris, dans les salons du Cercle de l'Union interalliée a deux pas de l'Élysée, une dizaine de parlementaires et des responsables d'entreprises français répondent à l'invitation à diner de l'Ambassade d'Azerbaïdjan en France et de l'Association d'amitié Azerbaïdjan. « Un dîner-débat consacré au 1er anniversaire de la libération du Karabakh sur le thème : " Le Karabakh à l'heure de la paix : espoir et défis. Quel rôle pour la France ?" #VictoryDay, #QarabağAzərbaycandır » peut-on lire sur [la page Facebook de l'ambassade](#).

Étrange coïncidence de dates d'un débat consacré à la paix et de la célébration d'une victoire militaire dont les coups de feu meurtriers claquent encore tous les jours du côté de Shushi ou de Stepanakert. Surprenante "étourderie" d'une personnalité avisée et concernée, élue de de la République française qui n'en fait même pas le rapprochement : assise à la gauche de Rahman Mustafayev, l'ambassadeur d'Azerbaïdjan en France, Anne Genetet est députée des Français d'Asie-Océanie-Europe orientale, députée des français du Caucase, de Géorgie, d'Azerbaïdjan et d'Arménie.

Les messages qu'elle lâche le lendemain sur les réseaux sociaux font l'effet d'une bombe à double détente dans la communauté française et francophile

d'Arménie. [Un tweet](#) tout d'abord, dans lequel elle se félicite de ce dîner "pour la paix" -des vainqueurs- organisé le jour même où l'Arménie se souvient. Repris et complété sur [son compte Facebook](#) un peu plus tard, la députée y confirme sa toute prochaine venue en Arménie au sein d'une délégation parlementaire française du Groupe d'amitié. Au programme, rencontre avec plusieurs officiels arméniens, politiques, économiques et chefs d'entreprises.

Lusine Bardon, conseillère des Français de l'étranger pour l'Arménie et la Géorgie est la première à réagir. Sur [sa page Facebook](#), elle condamne tout d'abord avec véhémence la participation de la députée à ce qui commence à ressembler à véritable un dîner de dupes et lance un appel à tous les Français en Arménie pour qu'ils relaient le message. Elle reprend ensuite [le post d'Armen Ghazarian](#), directeur du Think & Do tank "Yerkir" spécialisé sur les questions arméniennes. Il répond à la députée « Non Madame, hier vous avez célébré l'agression panturque qui s'est soldé le "9 novembre" contre les Arméniens. Cette même logique panturque qui a conduit au génocide des Arméniens en 1915 dont la "guerre des 44 jours" n'est qu'une continuité : l'anéantissement des Arméniens pour permettre la jonction de la Turquie et de l'Azerbaïdjan. Ne vous cachez pas derrière de faux "débat" sur la paix, vous avez démontré en participant à ce repas de quel côté vous étiez. Votre présence à coté de vos collègues dont certains portent régulièrement des attaques haineuses contre les français d'origine arménienne prouvent votre parti pris. »

Tigran Arakelian, président de la Chambre de Commerce France-Arménie emboite le pas de la conseillère des Français de l'étranger pour l'Arménie et la Géorgie. C'est le tout premier concerné, il s'occupe notamment du programme des visites de la délégation. Déjà, les officiels et interlocuteurs arméniens avec lesquels sont prévus les rendez-vous l'appellent, indignés, et menacent de tout annuler. Des affaires de toute première importance sont en jeu et par-delà, la bonne marche et la performance des relations économiques que la France et l'Arménie veulent renforcer. Ainsi, la visite de Mme Genetet en Arménie devient clairement non-souhaitable. "Elle est désormais persona non grata en Arménie", s'exclame Tigran Arakelian.

Tard dans la soirée du 11 novembre, Anne Genetet annonçait finalement le report de son voyage et adressait à l'intention de la presse, des communautés françaises et des autorités locales en Arménie [le communiqué](#) suivant :

« Je suis régulièrement amenée comme Députée de la 11^e circonscription des Français établis hors de France, laquelle compte 49 pays dont l'Arménie et l'Azerbaïdjan[...] à mener des échanges bilatéraux préalables dans l'espoir de pouvoir ouvrir des échanges multilatéraux avec l'ensemble des parties prenantes arméniennes et azerbaïdjanaises. [...] Mardi 9 novembre, avec des parlementaires de différents groupes politiques de l'Assemblée nationale (PS, UDI, apparenté EELV, LREM), je me suis rendu au cercle de l'union interalliée à l'invitation de l'ambassade d'Azerbaïdjan pour un dîner débats intitulé « le Karabagh alors de la paix : espoirs et défis. Quel rôle pour la France ? ». Ma participation à ce dîner a fait depuis l'objet d'incompréhension en Arménie au sein de notre communauté française au sein du monde politique et institutionnel arménien. Je regrette vivement cette situation, contrairement à ce qui a pu être communiqué, je n'ai pas célébré un quelconque anniversaire.

En entretenant des relations avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan, je souhaite - à mon échelle parlementaire - participer à un processus de dialogue et d'apaisement en vue de la paix. J'avais prévu de me déplacer en Arménie du 13 au 17 novembre avec une délégation de parlementaires français pour mieux comprendre la situation et échanger directement avec les autorités locales ainsi qu'avec les Français qui vivent en Arménie. À date, je ne me suis pas rendu en Azerbaïdjan.

Mon rôle de parlementaire n'est pas de prendre parti mais plutôt de comprendre la situation et de créer des ponts [...]. À ce titre, il m'est bien sûr essentiel de pouvoir me déplacer dans ces pays et d'aller à la rencontre des communautés françaises et des autorités locales. »

En entête de la [page Twitter](#) de la Députée de la 11^e circonscription des Français, cette devise : « L'émotion nous alerte, La raison nous conduit ».

La délégation des parlementaires français, très attendue en Arménie, arrive aujourd'hui à Erevan. Les membres de la délégation viennent avec le but de faire avancer l'agenda des relations bilatérales, traditionnellement excellentes entre la France et l'Arménie, et qui le resteront toujours.

6.Le Courrier d'Erevan

15 novembre 2021

[L'Azerbaïdjan installe un deuxième poste douanier dans la région de Syunik \(courrier.am\)](http://courrier.am)

L'Azerbaïdjan installe un deuxième poste douanier dans la région de Syunik

Sur la route entre Kapan et Djakaten dans la région de Syunik (Arménie) l'Azerbaïdjan va installer un poste douanier sur la partie de route qu'elle contrôle, à partir du 15 novembre minuit, informe le Service de Sécurité nationale d'Arménie dans un communiqué.

" En conséquence, la partie arménienne par effet miroir placera sur cette route également un poste douanier pour contrôler. Dans le même temps, nous informons que la route de contournement de cette route sera prête jusqu'à la fin de l'année ", a précisé le Service de Sécurité nationale dans un communiqué.

7.Le Courrier d'Erevan

15 novembre 2021

Rencontre du ministre arménien des Affaires étrangères Ararat Mirzoyan avec la directrice générale de l'UNESCO Audrey

Azoulay

Le 11 novembre dernier, le ministre arménien des Affaires étrangères, Ararat Mirzoyan, a rencontré la directrice générale de l'UNESCO, Audrey Azoulay, à Paris.

Ararat Mirzoyan a félicité Audrey Azoulay à l'occasion de sa réélection à son poste. Le ministre des Affaires étrangères d'Arménie et le directeur général de l'UNESCO ont salué la coopération efficace entre l'Arménie et l'UNESCO au fil des ans.

Le ministre Ararat Mirzoyan a noté que l'Arménie a toujours fait tout son possible pour soutenir l'UNESCO dans l'accomplissement de son importante mission dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture sur la base de valeurs communes. Dans ce contexte, il a souligné que la candidature de l'Arménie au Conseil exécutif de l'UNESCO pour les mandats 2021-2025 découle de l'aspiration à accroître l'efficacité de ces efforts.

Au cours de la réunion, les parties ont abordé les questions de la protection du patrimoine historique, culturel et religieux arménien dans les territoires tombés sous le contrôle de l'Azerbaïdjan à la suite de son agression contre l'Artsakh.

Ararat Mirzoyan a souligné que face à la destruction délibérée ou à la déformation de l'identité des monuments historico-culturels arméniens de l'Artsakh, qui font partie du patrimoine culturel universel, la mise en œuvre de mesures préventives par la communauté internationale est un impératif immédiat. Dans ce contexte, le ministre arménien des Affaires étrangères a insisté sur l'importance d'une participation active de l'UNESCO, en particulier sur la nécessité de mettre en œuvre la proposition de la directrice générale d'envoyer une mission d'évaluation indépendante dans la région dans le cadre de la « Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé » de 1954.

8.Le Courrier d'Erevan

16 novembre 2021

Déclaration commune des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE

Les coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE (M. Igor Popov, pour la Fédération de Russie, M. Stéphane Visconti, pour la France, et M. Andrew Schofer, pour les États-Unis d'Amérique) ont publié aujourd'hui, le 16 novembre, la déclaration suivante:

" Les coprésidents sont profondément préoccupés par les récents incidents survenus dans la région, notamment le long de la frontière arméno-azerbaïdjanaise. Les coprésidents appellent les parties à prendre des mesures concrètes pour désamorcer immédiatement la situation. Les coprésidents exhortent également les parties à s'abstenir de toute rhétorique incendiaire et de toute action provocatrice, et à respecter pleinement les engagements qu'elles ont pris dans le cadre de la déclaration du 9 novembre et d'autres accords de cessez-le-feu convenus conjointement.

La dernière escalade des tensions souligne la nécessité d'un règlement pacifique, global et durable des questions liées au conflit du Haut-Karabagh ou en découlant. Les coprésidents appellent les parties à s'appuyer sur les progrès réalisés lors des réunions des coprésidents à New York et à Paris entre les ministres des Affaires étrangères de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, et à poursuivre le dialogue direct en vue d'instaurer la paix, la stabilité et la prospérité dans la région. "

9. Les Nouvelles d'Arménie

16 novembre 2021

[Le Premier ministre arménien promet de faire des efforts pour surmonter les \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Le Premier ministre arménien promet de faire des efforts pour surmonter les « défis stratégiques »

Le Premier ministre arménien Nikol Pashinian a promis que son gouvernement s'efforcerait de surmonter ce qu'il a décrit comme les défis stratégiques actuels auxquels l'Arménie est confrontée, alors qu'il présentait à son personnel le nouveau ministre de la Défense.

Présidant une session du Conseil de sécurité plus tôt ce lundi, M. Pashinian a déclaré qu'il avait décidé de démettre Arshak Karapetian de ses fonctions de ministre de la défense après avoir analysé ce qu'il a décrit comme les dernières incursions de l'Azerbaïdjan sur le territoire souverain de l'Arménie dans l'une des sections de la frontière orientale.

S'exprimant en présence de Karapetian et de Papikian au ministère de la Défense quelques heures après, Pashinian a déclaré : « Notre pays est confronté à de sérieux défis stratégiques. Nous n'avons tout simplement pas le droit de ne pas gérer ces défis dans l'intérêt de la République d'Arménie, de l'Artsakh (Nagorno-Karabakh - ndlr) et du peuple arménien. »

Pashinian a souligné que les dirigeants du pays « ont une idée claire des mesures à prendre pour réussir à sortir le pays du carrefour de ces défis stratégiques, pour ouvrir la voie à un développement durable et soutenable. »

« Nous emprunterons cette voie », a ajouté le dirigeant arménien.

Pashinian a souligné la nature politique de sa décision de remplacer le ministre de la défense. Il a remercié Papikian d'avoir accepté d'occuper un poste « politiquement plus vulnérable ».

Dans le même temps, le Premier ministre a promis que son cabinet poursuivrait ses efforts pour résoudre tous les problèmes auxquels l'armée est confrontée.

« Le ministère de la défense et les forces armées sont le plus grand organe de

l'État dans notre pays, et cet organe doit être sain, efficace sur le plan fonctionnel, et les décisions [qui y sont prises] doivent être profondes, fondées, basées sur nos besoins militaires et stratégiques. À cet égard, je tiens à souligner cette nuance, autour de laquelle nous devons continuer à travailler », a conclu M. Pashinian.

10. Les Nouvelles d'Arménie

16 novembre 2021

Nouvelle défaite électorale du parti Contrat civil au pouvoir à Kapan

Les habitants de la province méridionale arménienne du Syounik, la plus directement menacée par l'armée azérie et frappée de plein fouet par les conséquences de la défaite dans la guerre du Karabagh de l'automne dernier, ont une fois encore exprimé leur réprobation de la politique du gouvernement de Nikol Pachinian en portant un représentant de l'opposition à la mairie de Kapan, lors d'élections municipales partielles convoquées le 15 novembre dans ce chef lieu de la province frondeuse. Selon les premiers résultats publiés par la Commission électorale centrale, le candidat du parti Contrat civil au pouvoir, David Danielian, aura recueilli quelque 29 % des suffrages. Son adversaire, le candidat de l'alliance d'opposition Shant, Gevork Parsian, l'a très largement emporté, avec près de 70 % des voix, infligeant un nouveau camouflet au parti de N.Pachinian, qui avait déjà subi de sérieux revers lors des municipales du 17 octobre, notamment dans la ville voisine de Goris, autre chef lieu du Syounik, auquel il n'est plus relié, sur un tronçon de 21 km de l'axe majeur Kapan-Goris, depuis que l'armée azérie en a pris le contrôle le 12 septembre. Kapan est la troisième localité importante du Syounik où le Contrat civil a dû s'incliner cet automne devant une opposition qui s'en félicite d'autant plus qu'elle accuse le parti au pouvoir d'avoir abusé de ses leviers administratifs durant ces scrutins, voire d'avoir exercé des pressions et intimidation sur les partisans de l'opposition.

Le parti de Pachinian avait pourtant relativement bien tiré son épingle du jeu le 17 octobre, dans plusieurs localités d'Arménie, y compris au Syounik, mais sa défaite dans les communes de Goris et de Meghri, emblématiques de la province méridionale, où des candidats représentant différents partis d'opposition l'avaient emporté, constitue une sérieuse mise en garde. Le mois dernier, le Contrat civil avait aussi échoué dans sa tentative de remporter la mairie de Gyumri (chef lieu de la province septentrionale de Shirak) et deuxième ville du pays, où il avait nuancé sa défaite face à un candidat de l'opposition locale représentant un tout nouveau parti se revendiquant du maire sortant proche de l'ancien régime, en amenant le vainqueur à passer un accord en vue du partage du pouvoir dans le conseil municipal. La pillule a été pourtant moins amère le 15 novembre pour le parti Contrat civil, dont les candidats l'emportaient par une large majorité dans des localités du nord du pays, à Stepanavan (province de Lori) et à Ijevan (province du Tavush). A Ijevan, le Contrat civil receuillait 80,8 % des suffrages, alors que la FRA Dachnaksoutioun, parti d'opposition membre de l'alliance Hayastan de l'ex-président Kotcharian, n'en obtenait que 5,8%. Rappelons que N.Pachinian est natif d'Ijevan, d'où il avait lancé en mars 2018 sa marche triomphale vers Erevan et le pouvoir. Cette ville située au nord-est de l'Arménie, non loin de la frontière azérie, a subi les contre coups du conflit du Karabagh. La région du Tavoush a été ainsi visée par plusieurs offensives azéries, dont celle, massive, de juillet 2020, qui annonçait la guerre que devait déclarer quelques semaines plus tard l'Azerbaïdjan au Karabagh, mais elle est moins impactée par la défaite de novembre 2020 et montre beaucoup moins d'animosité envers Pachinian, l'enfant du pays, que le Syounik. Il faut dire qu'Ijevan a la réputation d'être une ville plutôt moins « nationaliste », et passa dans l'historiographie soviétique pour la plus loyale au régime communiste, pour avoir ouvert ses portes aux Bolcheviques dans leur progression en Arménie en 1920. Les observateurs déployés durant le scrutin n'ont pas constaté de violations majeures de la législation électorale. Sur sa page Facebook, Daniel Ioannisian, le coordinateur des programmes à l'Union des citoyens informés qui ont participé au suivi des élections à Kapan, ont noté, toutefois, un taux surprenant de participation au vote, de l'ordre de 63 %, surprenant pour des élections arméniennes, locales ou générales, marquées depuis plus de trois ans, par une forte abstention.

11.Les Nouvelles d'Arménie

16 novembre 2021

Le génocide arménien : encore beaucoup à faire, par Harut Sassounian

Je voudrais dissiper quelques malentendus concernant le projet de loi proposé la semaine dernière à la Chambre des Communes du Royaume-Uni pour reconnaître le génocide arménien.

Certains rapports ont décrit avec précision la nouvelle comme étant simplement la première lecture du projet de loi proposé. D'autres l'ont présentée de manière erronée comme une reconnaissance totale du génocide arménien par le gouvernement britannique. Plus loin, certains analystes ont conclu à tort que le gouvernement britannique avait décidé de se ranger du côté des Arméniens sur cette question afin de donner une leçon à la Turquie !

C'est la première fois dans l'histoire du Royaume-Uni que le génocide arménien est introduit à la Chambre des communes par le biais d'un projet de loi émanant d'un député. Dans le passé, le sujet a été soulevé par le biais de motions quotidiennes anticipées (EDM) qui sont inefficaces pour obtenir une reconnaissance.

Voici le texte complet du projet de loi 190 58/2, intitulé : « Recognition of Armenian Genocide Bill ».

« Un projet de loi visant à exiger que le gouvernement de Sa Majesté reconnaisse officiellement le génocide arménien de 1915-23 ; et à des fins connexes. » Qu'il soit décrété par la très excellente Majesté de la Reine, par et avec l'avis et le consentement des Lords Spirituels et Temporels, et des Communes, dans ce présent Parlement, et par l'autorité de celui-ci, ce qui suit :

« 1) Reconnaissance du génocide : Le gouvernement de Sa Majesté doit reconnaître officiellement que les massacres d'Arméniens dans l'Empire ottoman et les régions avoisinantes au cours de la période 1915-1923 étaient un génocide. » 2) Commémoration et éducation : (a) Il doit y avoir une

commémoration annuelle des victimes du génocide arménien, qui peut faire partie d'une commémoration plus large des génocides ; (b) Le Secrétaire d'État doit encourager l'éducation et la compréhension du public des faits du génocide arménien et de la pertinence du génocide arménien pour les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre contemporains.

« 3) Interprétation : Dans la présente loi, »génocide« a le sens donné à l'article II de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide et à l'article 6 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale ; »crimes contre l'humanité« a le sens donné à l'article 7 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale ; »crimes de guerre« a le sens donné à l'article 8 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale. »4) étendue, commencement et titre abrégé : (a) La présente loi s'étend à l'ensemble du Royaume-Uni ; (b) La présente loi entre en vigueur le jour de son adoption. " »

Le projet de loi a été introduit le 9 novembre 2021, en vertu de la règle des dix minutes, par un membre du Parlement. Bien que tout autre député ait le droit de s'opposer à la présentation, personne ne l'a fait. La procédure d'adoption d'une loi est longue et compliquée.

Le député Tim Loughton, qui préside le groupe parlementaire multipartite pour l'Arménie, ne compte aucun Arménien dans sa circonscription. Le projet de loi d'initiative parlementaire qu'il a présenté comptait 15 coparrainas issus de six partis politiques différents : le parti conservateur, le parti travailliste, les libéraux démocrates, le parti national écossais, le parti unioniste démocratique et Plaid Cymru. Dans ses remarques, M. Loughton a remercié le Comité national arménien du Royaume-Uni et sa présidente Annette Moskofian « pour toute son aide et son soutien, tant pour le groupe parlementaire multipartite pour l'Arménie que pour la préparation du projet de loi ». Il a également remercié Varuzhan Nersesyan, l'ambassadeur d'Arménie au Royaume-Uni : « Je suis heureux de les voir et de pouvoir saluer leur présence à la tribune publique. »

La prochaine étape est la deuxième lecture du projet de loi, qui pourrait avoir lieu le 22 mars 2022. Cependant, on ne sait pas si ce projet de loi sera repris à ce moment-là, car il n'est pas soutenu par le gouvernement. Il est prévu qu'un projet de loi similaire soit soumis à la Chambre des Lords l'année prochaine.

Ce projet de loi offre une excellente occasion de soulever la question du génocide

arménien au Royaume-Uni. Le gouvernement et les médias turcs n'ont fait aucune objection publique à l'introduction de ce projet de loi. Toutefois, il est probable que le gouvernement turc fasse discrètement pression pour bloquer son adoption. Déjà, les Turcs et les Turcs chypriotes, qui sont les électeurs du député Iain Duncan Smith, l'un des co-parrains du projet de loi, ont exprimé leur indignation face à son soutien. Quelques jours seulement avant la première lecture du projet de loi à la Chambre des communes, un dîner de collecte de fonds a été organisé pour lui dans un restaurant turc, auquel ont assisté de nombreux Turcs. L'événement était en partie sponsorisé par Turkish Airlines et Cyprus Paradise, « le plus grand tour-opérateur de la partie nord de Chypre [occupée par les Turcs] ». Les membres de la communauté turque ont déclaré qu'ils ne soutiendraient pas Duncan à l'avenir.

Toutes les propositions de loi doivent être lues trois fois par les deux chambres du Parlement. Les projets de loi doivent passer par trois étapes : comité, rapport et examen. Une fois qu'un projet de loi a franchi ces étapes avec succès, il est soumis à l'assentiment royal.

Contrairement aux analyses erronées de divers experts arméniens, ce projet de loi n'a pas le soutien du gouvernement britannique. Il s'agit simplement de l'initiative de Tim Loughton et de plusieurs autres membres du Parlement. Lorsque le moment sera venu d'adopter le projet de loi, le gouvernement britannique tentera probablement de le bloquer. Comme l'a rappelé Loughton dans ses remarques, dans un mémorandum interne de 1999, le ministère britannique des Affaires étrangères a honteusement déclaré : « Étant donné l'importance de nos relations (politiques, stratégiques, commerciales) avec la Turquie... la reconnaissance du génocide [arménien] n'apporterait aucun avantage pratique au Royaume-Uni. »

Le gouvernement britannique n'a pas changé sa politique négationniste concernant le génocide arménien. En fait, le Royaume-Uni a renforcé ses liens avec la Turquie en signant l'année dernière un accord commercial de 25 milliards de dollars avec la Turquie.

On espère que la réaffirmation du génocide arménien par le président Joe Biden au début de cette année renforcera le soutien à la reconnaissance du génocide arménien par le Royaume-Uni.

Le gouvernement britannique, qui était pleinement conscient des atrocités du génocide arménien alors qu'elles se déroulaient, aurait dû être la première nation à reconnaître le génocide arménien, et non la dernière. Néanmoins, mieux vaut tard que jamais. Toutes les personnes de bonne volonté devraient faire pression sur le gouvernement britannique pour qu'il change sa politique négationniste sur le génocide arménien. Elles devraient inonder les bureaux des membres du Parlement de messages les exhortant à soutenir le projet de loi proposé.

Harut Sassounian

12.Les Nouvelles d'Arménie

16 novembre 2021

Les médiateurs exhortent l'Arménie et l'Azerbaïdjan à désamorcer la situation à la frontière.

Les médiateurs internationaux ont appelé à une désescalade immédiate de la situation le long de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, après trois jours d'incidents dont Erevan et Bakou se sont mutuellement attribués la responsabilité.

Dans une déclaration publiée le 15 novembre, les coprésidents du groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, Andrew Schofer (États-Unis), Igor Khovaev (Russie) et Brice Roquefeuil (France), ont déclaré qu'ils « considéraient avec une profonde inquiétude les récents incidents survenus dans la région, y compris le long de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ».

« Les coprésidents appellent les parties à prendre des mesures concrètes pour une désescalade immédiate de la situation. Les coprésidents exhortent également

les parties à s'abstenir de toute rhétorique incendiaire et de toute action provocatrice, et à mettre en œuvre dans leur intégralité les engagements qu'elles ont pris dans le cadre de la déclaration du 9 novembre et d'autres arrangements de cessez-le-feu convenus conjointement. »La récente montée des tensions souligne la nécessité d'un règlement négocié, global et durable de toutes les questions restantes liées au conflit du Haut-Karabakh ou résultant de celui-ci. Les coprésidents exhortent les parties à s'appuyer sur les progrès réalisés lors des réunions conjointes des ministres des affaires étrangères de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan tenues sous les auspices des coprésidents à New York et à Paris, en continuant à s'engager dans un dialogue direct visant à contribuer à la sécurité, à la stabilité et à la prospérité dans la région", indique la déclaration.

Lundi, le Premier ministre arménien Nikol Pashinian a accusé les troupes azerbaïdjanaises de violer la frontière entre les deux États du Caucase du Sud et a remplacé son ministre de la défense en raison de cet incident présumé.

L'Azerbaïdjan a nié toute violation des frontières de l'Arménie, insistant sur le fait que ses troupes sont stationnées en territoire azerbaïdjanais.

« Les militaires azerbaïdjanais servent sur le territoire souverain de l'Azerbaïdjan », a déclaré la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Leyla Abdullayeva, en réponse à la déclaration de Pashinian.

La situation dans et autour du Haut-Karabakh a également été abordée lors d'une conversation téléphonique entre le président russe Vladimir Poutine et le président français Emmanuel Macron qui a eu lieu le 15 novembre, a indiqué le Kremlin.

13.Les Nouvelles d'Arménie

16 novembre 2021

Pashinian discute de l'« incursion

azérie » lors de la réunion du Conseil de sécurité

Les forces azerbaïdjanaises ont envahi le territoire de l'Arménie dans l'une des sections orientales de la frontière, a déclaré le Premier ministre Nikol Pashinian lors d'une réunion du Conseil de sécurité du pays lundi.

Le dirigeant arménien n'a pas précisé quand, où et dans quelles circonstances l'avancée militaire azerbaïdjanaise a eu lieu. Il a seulement mentionné que cette question a été discutée par les membres du Conseil de sécurité depuis hier.

« Depuis hier, nous avons eu plusieurs réunions et discussions dans cette composition ainsi que dans des formats différents. Le sujet des discussions était l'incursion des troupes azerbaïdjanaises sur le territoire de la République d'Arménie dans l'une des sections orientales de la frontière arméno-azerbaïdjanaise. L'objectif de la réunion d'aujourd'hui est de résumer nos discussions, ainsi que de donner des informations complètes à notre public sur les événements qui ont eu lieu », a déclaré M. Pashinian.

Le premier ministre a annoncé le limogeage d'Arshak Karapetian en tant que ministre de la défense et son remplacement par Suren Papikian, qui occupait auparavant le poste de vice-premier ministre.

Pashinian a déclaré que cette décision avait été prise « à la suite de l'analyse des événements survenus depuis hier ».

Des escarmouches à la frontière arméno-azerbaïdjanaise ont été signalées depuis le week-end dernier. Certains rapports suggèrent une avancée des troupes azerbaïdjanaises en territoire arménien. Erevan n'a toutefois pas admis de pertes territoriales jusqu'à aujourd'hui.

Au cours de la réunion du Conseil de sécurité d'aujourd'hui, M. Pashinian a déclaré qu'il avait remercié M. Karapetian pour son travail en tant que ministre de la défense, tout en lui disant que « pour le moment, la situation m'a conduit à la décision de changer de ministre de la défense. »

Selon une déclaration officielle, le Conseil de sécurité a entendu le rapport du chef d'état-major général des forces armées arméniennes sur la situation actuelle,

après quoi, selon M. Pashinian, les membres du Conseil de sécurité « analyseront la situation et essaieront de prendre une décision sur nos actions dans plusieurs directions concernant la protection de notre sécurité, de notre intégrité territoriale et de notre souveraineté. »

Pendant ce temps, le Conseil de sécurité arménien a attiré l'attention de la Russie, de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) et de la communauté internationale sur « les actions agressives en cours des forces armées azerbaïdjanaises », soulignant que « ces actions vont à l'encontre de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de la sécurité et de la stabilité régionales de l'Arménie, ainsi que des dispositions de la déclaration trilatérale du 9 novembre. »

Dans sa déclaration, le Conseil de sécurité indique qu'hier vers 13 heures, dans l'une des sections orientales de la frontière arméno-azerbaïdjanaise, des unités des forces armées azerbaïdjanaises ont envahi le territoire souverain de l'Arménie à l'aide de véhicules blindés, quatre positions militaires des forces armées arméniennes étant encerclées. La déclaration indique qu'à la suite de négociations, le matériel et le personnel militaires azerbaïdjanais ont été retirés du territoire de l'Arménie. Selon la déclaration, les unités des forces armées arméniennes ont été retirées des quatre positions de combat susmentionnées, « mais les militaires azéris, qui ont envahi le territoire souverain de l'Arménie en mai, continuent d'être déployés dans la zone mentionnée. »

Entre-temps, Bakou a nié que ses troupes aient envahi le territoire souverain de l'Arménie, insistant sur le fait que les soldats azerbaïdjanais sont stationnés dans les territoires appartenant à l'Azerbaïdjan.

« Les militaires azerbaïdjanais servent sur le territoire souverain de l'Azerbaïdjan », a déclaré la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Leyla Abdullayeva, en réponse aux déclarations de l'Erevan officiel.

14. Les Nouvelles d'Arménie

16 novembre 2021

Téhéran et Ankara affirment vouloir développer leurs relations

L'Iran et la Turquie, deux puissances régionales, veulent approfondir leurs relations, ont affirmé lundi des responsables des deux pays, lors d'une visite officielle à Téhéran du ministre turc des Affaires étrangères Mevlut Cavusoglu.

Arrivé dans la matinée, M. Cavusoglu a rencontré le président iranien Ebrahim Raïssi, après un entretien avec le chef de la diplomatie iranienne Hossein Amir-Abdollahian.

Téhéran et Ankara doivent mettre en œuvre une « coopération globale en finalisant la feuille de route du renforcement des collaborations », a déclaré M. Raïssi lors de la rencontre, selon un communiqué de la présidence.

L'Iran et la Turquie partagent une frontière de plus de 500 km et entretiennent des relations historiquement complexes.

« Avec le président iranien Raïssi, (nous avons) discuté de nos relations bilatérales, notamment dans les domaines du commerce, des investissements, de la lutte contre le terrorisme et des derniers développements dans notre région, et réaffirmé notre volonté mutuelle de développer nos relations », a tweeté Mevlut Cavusoglu.

Plus tôt dans la journée, le ministre turc et son homologue Hossein Amir-Abdollahian ont tenu une conférence de presse conjointe.

« Les développements en Afghanistan, la nécessité de développer la stabilité, la sécurité et la tranquillité en Asie occidentale, l'attention portée à la politique de voisinage des deux pays » font partie des dossiers qui ont été évoqués, a déclaré à la presse M. Amir-Abdollahian, sans plus de précisions.

M. Cavusoglu doit également se rendre mardi au Liban.

Téhéran, 15 nov 2021 (AFP) -

15. Les Nouvelles d'Arménie

16 novembre 2021

L'Arménie dénonce la politique du « deux poids, deux mesures » dans le conflit du Karabakh

Le ministre arménien des Affaires étrangères, Ararat Mirzoyan, a dénoncé l'application de deux poids deux mesures et le recours à des « appels génériques des deux côtés » dans le cadre du conflit du Haut-Karabakh, lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères du Partenariat oriental de l'UE à Bruxelles.

Dans ses remarques lors de la réunion du 15 novembre, le haut diplomate arménien a accusé l'Azerbaïdjan d'avoir déclenché une agression militaire contre la population du Haut-Karabakh l'année dernière et a appelé « tous les partenaires intéressés par un règlement global du conflit à exprimer leur soutien inconditionnel et total au processus de paix avec la coprésidence du groupe de Minsk de l'OSCE ».

« Je tiens à réaffirmer que l'Arménie est prête à atteindre une paix et une stabilité durables dans le Caucase du Sud. Toutefois, la paix ne peut être obtenue par la bonne volonté d'une seule partie. Il est difficile d'imaginer une paix durable dans la région avec le soi-disant 'Trophy Park' à Bakou, avec la poursuite des discours de haine et de xénophobie par les hauts responsables de l'Azerbaïdjan, avec l'emprisonnement continu des prisonniers de guerre arméniens et d'autres détenus, avec de nombreux cas de disparitions forcées, avec l'infiltration et la présence continues de troupes azerbaïdjanaises sur le territoire souverain de l'Arménie, dont la dernière tentative s'est produite hier. Alors que l'Arménie se dit prête à une désescalade, l'Azerbaïdjan poursuit ses provocations dans le Haut-Karabakh et à la frontière arméno-azerbaïdjanaise, faisant des victimes parmi les civils. Alors que l'Arménie appelle à l'ouverture des communications régionales, l'Azerbaïdjan continue d'exiger un soi-disant 'corridor' », a déclaré M. Mirzoyan.

Il a noté qu'au début, l'Azerbaïdjan conditionnait la libération des prisonniers de guerre arméniens à l'obtention de cartes des champs de mines, « lorsque l'Arménie a proposé de fournir toutes les cartes en prévision de la libération de tous les prisonniers, l'Azerbaïdjan a reculé, mettant en doute la crédibilité des

cartes. »

Mirzoyan a également accusé l'Azerbaïdjan d'entraver l'accès au Haut-Karabakh pour les organisations humanitaires internationales, notamment celles qui demandent une mission d'enquête pour déterminer l'état du patrimoine culturel.

« Les appels génériques lancés aux deux parties dans les circonstances où l'Arménie fait des pas crédibles vers la paix, tandis que l'Azerbaïdjan poursuit l'escalade de la situation, peuvent indiquer l'indifférence et le manque d'engagement de nos partenaires internationaux. » Si vous voulez nous soutenir pour atteindre la stabilité dans la région, il n'y a pas d'autre moyen que d'être franc sur ces questions et de nous communiquer votre vision sur les droits de l'homme et l'usage de la force dans notre région sans appliquer deux poids deux mesures. Nous sommes prêts à être un véritable partenaire de l'Union européenne à cet égard", a conclu le ministre arménien des affaires étrangères.

16. Les Nouvelles d'Arménie

15 novembre 2021

Les quatre positions des forces armées attaquées par les Azéris hier près de Sisian dans la région de Syunik ne sont contrôlées par personne affirme Alen Simonyan

Les quatre positions de combat des Forces armées arméniennes ne sont contrôlées par personne a affirmé aujourd'hui Alen Simonyan le Président de l'Assemblée nationale d'Arménie.

Les journalistes désiraient connaître la situation dans les régions de Sisian et Jermouk attaquées hier par des dizaines de soldats Azéris. Les vidéos diffusées sur les réseaux sociaux montrant des soldats Arméniens battus par les soldats

Azéris, soldats Arméniens fuyant leur poste de défense.

« Rien ne se passe maintenant, grâce aux négociations, le groupe militaire (Azéried.) qui s'est manifesté a été retiré. La situation dans ces zones est la même qu'il y a quelques jours, à l'exception des 4 bases mentionnées, qui ne sont contrôlées par personne. Ces bases sont aujourd'hui vides en raison du changement direct de positions. Il n'y a pas non plus de troupes azéries. En d'autres termes, on ne peut pas dire que les Azéris sont actuellement stationnés sur cette base », a conclu Alen Simonyan. Pouvons-nous interpréter ces propos par cession de territoires arméniens à l'Azerbaïdjan ?

Plus tôt, le Conseil de sécurité a publié une déclaration affirmant que quatre positions militaires des forces armées arméniennes étaient assiégées à la suite des actions des forces armées azéries. A la suite de négociations, le matériel militaire et les troupes azéries qui ont envahi le territoire souverain de la République d'Arménie ont quitté le territoire de la République d'Arménie, les unités des Forces armées de la République d'Arménie ont été retirées des quatre positions de combat. Néanmoins, les militaires azéris qui ont envahi le territoire souverain de la République d'Arménie en mai 2021 continuent d'être déployés dans la section mentionnée. Source Armenpress.

Krikor Amirzayan

17.Les Nouvelles d'Arménie

16 novembre 2021

Le ministre arménien de la Défense, Arshak Karapetian, a été démis de ses fonctions, a-t-on

appris lundi.

Le bureau de presse présidentiel a déclaré aujourd'hui que sur la base de la proposition du Premier ministre Nikol Pashinian, le président arménien Armen Sarkisian a signé un décret relevant Karapetian, qui occupait le poste ministériel depuis août, de ses fonctions.

Par un autre décret proposé par Pashinian, le président a nommé le vice-premier ministre Suren Papikian nouveau ministre de la défense. Auparavant, Papikian avait été relevé de ses fonctions de vice-premier ministre.

Ces changements interviennent après deux jours d'escarmouches signalées entre les forces armées arméniennes et azerbaïdjanaises le long de la frontière entre les deux pays, ainsi qu'après des tensions dans le Haut-Karabakh, où un civil d'origine arménienne a été tué et trois autres blessés, tandis que trois soldats azerbaïdjanais ont été blessés lors d'incidents séparés signalés la semaine dernière.

Le Premier ministre arménien Nikol Pashinian a convoqué une réunion du Conseil de sécurité lundi au cours de laquelle il a évoqué « une incursion azérie sur le territoire arménien à l'une des sections de la frontière orientale ». Il a également annoncé le remplacement du ministre de la défense, soulignant que cette décision avait été prise « à la suite de l'analyse des événements survenus depuis hier. »

L'escalade des tensions a coïncidé avec une visite de deux jours de Karapetian dans le Haut-Karabakh, signalée par le ministère arménien de la défense en début de semaine dernière.

L'Azerbaïdjan a fermement condamné cette visite d'un haut responsable arménien, effectuée à l'occasion du premier anniversaire du cessez-le-feu négocié par la Russie, qui a mis fin à la guerre arméno-azerbaïdjanaise de l'année dernière. Les autorités de Bakou ont affirmé que ce voyage constituait une violation des termes du cessez-le-feu « visant à déstabiliser la situation dans la région. »

Le successeur du major-général Karapetian, Papikian, a occupé des postes de haut niveau au sein du gouvernement Pashinian depuis la « révolution de velours » de 2018. Le politicien de 35 ans n'a pas de formation militaire.

18.Le Monde

14 novembre 2021

Par Marion Van Renterghem

EN TURQUIE, UNE AMBIANCE DE FIN DE RÈGNE

« Les politiques de ce pays n’ont pas compris qu’on avait changé »

Après dix-huit ans de régime autoritaire, la Turquie du conservateur islamique Erdogan rencontre crise de confiance, déception et lassitude. Reportage auprès d’une population désabusée qui n’attend pas grand-chose des élections à venir en 2023.

[Ce reportage est extrait de notre hors-série « Où va la Turquie ? » disponible dans les kiosques, 100 pages, 8,90 € et sur boutique.lemonde.fr]

Mais qu’ont-elles donc à rigoler comme ça, en tirant sur leurs cigarettes entre deux loukoums ? Le café-pâtisserie où les trois copines se sont retrouvées en cette fin d’après-midi est plutôt chic pour le quartier, un carrefour bruyant de Keçiören, une municipalité conservatrice et peu aisée, au nord d’Ankara. Les baies vitrées sont grandes ouvertes et elles se sont installées en bordure de la rue animée.

Esra, Sule et Hayriye ont la quarantaine bien sonnée, n’arrêtent pas de fumer et de parler. Les deux premières portent le voile, l’autre non. Elles commandent de nouveau un thé, et allez hop, encore une assiette de loukoums, avec l’argent qu’elles n’ont pas. « Si mon frère me voyait, dit Esra, il me dirait comme d’habitude : “Quoi ? Tu me dis que tu n’as pas de quoi payer ton loyer, je t’aide, et tu es là au café à manger des gâteaux ?” » Les deux autres rient de plus belle. Pas question pour elles de renoncer à ces délicieux moments d’encanaillement : « Qu’est-ce qui nous reste, sinon ? »

Les trois copines étaient des fans de Recep Tayyip Erdogan. Elles ont voté

plusieurs fois pour ce nationaliste islamo-conservateur qui fut maire d'Istanbul, avant de se faire élire premier ministre puis président, et d'amender ensuite la Constitution de manière à passer du système parlementaire à un régime présidentiel par lequel il s'est octroyé le rôle de chef d'Etat autocrate - sans pour autant parvenir à la dictature dont il aurait rêvé. Car dans ce pays immense qui, sur 1 500 kilomètres, s'étire du continent européen aux confins de l'Asie, tiraillé entre ses différentes identités culturelles, composé de fortes minorités ethniques ou religieuses et de populations aux aspirations contraires, la société turque ne se laisse pas faire. Comme, à leur niveau, les trois copines canailles. Lui et son parti au pouvoir, l'AKP (Parti de la justice et du développement), elles n'y croient plus et elles n'en veulent plus.

Esra est mariée sans enfants, Sule et Hayriye sont divorcées. Hayriye, mère de trois filles étudiantes, est employée dans une entreprise, et l'inflation est telle que le salaire minimum mensuel qu'elle reçoit (2 825 livres turques, soit 262 euros) n'est pas loin de passer au-dessous du seuil de pauvreté - estimé pour une famille de quatre personnes à 10 299 livres, soit 956 euros). « La vie est dure », dit-elle. « Avant, renchérit Esra, on ne trouvait pas les produits dans les magasins. Maintenant qu'ils sont tous là, on n'a pas les moyens de les acheter. Si par chance on obtient un travail, le salaire ne suffit pas. Mon mari fait les poubelles et revend le butin à des recycleurs. » « Le gouvernement ne pense qu'à ses poches ! enchaîne Sule, dont les longs faux cils donnent à son voile un air coquin. J'ai voté pour l'AKP, j'ai même milité et travaillé pour l'AKP ! Je le regrette et pour moi, c'est terminé. »

Le sentiment de s'être fait avoir

Elles ont le sentiment de s'être fait avoir, après des décennies d'un pouvoir qui imposait, dans la pure tradition du kémalisme, le contrôle de la religion par l'Etat - et non la séparation de l'Eglise et de l'Etat, comme le veut la laïcité à la française.

« L'opposition nous avait exclues, et l'AKP nous a utilisées, résume Esra, en colère. J'avais voté pour Erdogan parce que quand je suis entrée à l'université, en 1999, il était interdit de porter le voile et j'ai dû étudier par correspondance. Maintenant, je me rends compte qu'il s'est seulement servi de nous, les femmes voilées, pour des raisons électorales. Il a obtenu notre vote et il n'a rien fait pour nous. » Les trois copines sont décidées : elles ne voteront « plus jamais pour

personne », car, disent-elles, « ils se moquent de nous ».

A une table derrière elles, quatre adolescents jouent à une sorte de Scrabble et pensent la même chose. Aux prochaines élections présidentielle et législatives (prévues en 2023), ils voteront pour la première fois et ne savent pas pour qui. Ils représentent ces 12 % d'électeurs turcs qui, au moment de se rendre aux urnes en 2023, seront nés au tournant des années 2000. Ils reflètent ainsi le constat de l'institut de sondage Gezici : à la dernière élection présidentielle de juin 2018, les trois quarts des primo-votants turcs (nés dans l'année 2000) n'ont pas donné leur voix au président Erdogan. Leurs parents non plus.

« Mes parents votaient AKP et ils ont changé d'avis », disent en chœur deux des adolescents du café : Serhat, fils d'un chauffeur de camion et d'une ouvrière textile, et Sude, fille d'un retraité et d'une femme de ménage. Ils estiment que « les politiques de ce pays n'ont pas compris qu'on avait changé ».

Il plane en Turquie une atmosphère de fin de règne. La société bouge. Recep Tayyip Erdogan est à la tête du pays depuis dix-huit ans. Une génération entière ne connaît que lui. Il était, avec Vladimir Poutine, le seul dirigeant déjà en place quand Angela Merkel a conquis la chancellerie allemande, en 2005.

Ce leader charismatique était bien parti. Nommé premier ministre en 2003 après avoir fait obtenir la majorité parlementaire à l'AKP, il posait les bases d'un pouvoir « musulman démocrate » qui allait instaurer la liberté religieuse et moderniser le pays, notamment par la dynamique de l'industrie du bâtiment et la construction spectaculaire d'infrastructures - ponts, routes, aéroports, hôpitaux. Les soupçons d'un système de corruption et de rétrocommissions octroyées à la clique dirigeante font rapidement partie de l'histoire. Ses victoires électorales successives sont incontestables, mais peu à peu le démocrate a viré à l'autocrate, pour ne pas dire au dictateur.

Le coup d'Etat avorté, mené contre lui à l'été 2016, est l'occasion en or pour justifier son contrôle accru sur la société, les purges dans les différents services de l'Etat, la mainmise sur la justice. Erdogan lui-même l'a qualifié de « grâce de Dieu », comme le rappelle le politologue turc Ahmet Insel dans *La Nouvelle Turquie d'Erdogan* (La Découverte, 2015).

Les avancées sur la résolution du problème kurde ont cédé la place à une nouvelle vague répressive. Il s'est allié depuis quatre ans avec les

ultranationalistes du Parti d'action nationaliste (MHP). Journalistes, activistes ou simples citoyens se retrouvent condamnés à des peines de prison, accusés de « terrorisme » pour un tweet ou un mot de travers, selon les règles imprévisibles de l'arbitraire.

WC « à la turque » et robinets au laser

Le tweet de travers, c'est ce qui est arrivé à Zeynep Duygu Agbayir. Cette jeune femme de 36 ans, qui se qualifie de « féministe » tout en revendiquant sa religion musulmane, porte un foulard sur la tête, un tatouage sur le bras, un piercing dans la narine gauche et deux autres sur l'arcade sourcilière droite. Elle a les ongles longs vernis en vert, du rouge à lèvres et des lunettes qui soulignent son regard espiègle. A Istanbul, dans le ravissant quartier de Balat, traditionnel et en pleine gentrification, elle a donné rendez-vous dans un lieu qui lui ressemble - et qui en dit long, aussi, sur la Turquie d'aujourd'hui.

On y écoute du Ben E. King dans un décor kitsch ottoman. Faire un tour aux toilettes, comme très souvent d'un bout à l'autre de la Turquie, offre le spectacle ébouriffant d'un WC plat « à la turque » surgi d'un autre âge mais flambant neuf, et d'un matériel des plus sophistiqués où les robinets et les sèche-mains se déclenchent sans contact, au laser.

Zeynep, à l'image du café qu'elle a choisi, est une expression de ce pays hybride et complexe, fait de très ancien, d'ultramoderne et d'innombrables contradictions. C'est d'ailleurs précisément la dichotomie que refuse cette jeune femme de son temps, née dans une famille conservatrice et ultranationaliste d'Erzurum (centre-est de la Turquie), diplômée en sociologie et qui travaille dans une association pour la liberté religieuse. « Entre le parti au pouvoir - qui impose la réislamisation de la société - et le kémalisme dont se réclame l'opposition - qui brime la liberté religieuse -, on veut nous enfermer dans une fausse alternative », dit-elle, en ajoutant, à l'instar des jeunes du café d'Ankara : « Aucun parti ne me plaît. Aucun n'a compris que la Turquie était en train de changer. Aucun n'a compris que les femmes n'étaient plus les femmes d'antan. »

Elle rit. « Ah, les femmes ! Les électeurs traditionnels de l'AKP comme mes parents ne les reconnaissent plus ! Elles sont de plus en plus nombreuses à s'autonomiser, à demander le divorce, à vouloir que leurs enfants soient élevés selon des principes selon eux "non conformes". Les hommes qui se définissent

comme pieux ont peur qu'elles deviennent incontrôlables. »

Pour Zeynep, cette peur explique la décision du président Erdogan, décrétée en mars 2021 et entrée en vigueur le 1er juillet, de faire sortir la Turquie de la convention d'Istanbul, un traité international qu'elle avait été le premier pays à signer et qui engage les signataires à prendre des mesures contre les violences faites aux femmes. Le président a ainsi cédé aux groupes conservateurs et islamistes, pour qui le traité « nuit aux valeurs familiales » en défendant insidieusement l'égalité des sexes et « banalise l'homosexualité » en interdisant de discriminer en fonction de l'orientation sexuelle.

Remplacer le mot « femme » par le mot « homme »

Les dizaines de milliers de manifestantes descendues dans la rue pendant plusieurs semaines à travers la Turquie pour protester contre cette décision dépassaient largement le clivage entre religieux et laïques, et incluaient dans leurs rangs des femmes conservatrices, ayant voté ou non pour l'AKP. Selon l'Agence France-Presse (AFP), même l'association de Sümeyye Erdogan, la fille du président turc, avait annoncé son soutien à la convention d'Istanbul, au prix d'attaques et d'insultes.

Mais c'est Twitter qui vaut aujourd'hui à Zeynep Duygu Agbayir d'être aux prises avec la justice. Avec ses 21 000 et quelques followers, @zeynebduyguu a eu l'outrecuidance de participer à un jeu lancé par des féministes sur le réseau social, consistant à remplacer le mot « femme » par le mot « homme » dans des expressions courantes, voire dans des sourates du Coran ou dans des hadiths (paroles attribuées au prophète Mahomet). Du genre : « Chaque femme peut se marier avec quatre hommes. » Au lieu de « Frappez les femmes ! », Zeynep a tweeté : « Frappez les hommes ! », en rajoutant : « Et si les hommes persistent dans leur erreur, frappez-les juste d'une petite tape sur les fesses, pas fort, avec le manche de l'aspirateur. » Le procureur s'est saisi lui-même de l'affaire, averti par un fonctionnaire du ministère des affaires religieuses qui était tombé sur ces tweets, dont certains figurent en toutes lettres dans l'acte d'accusation.

Zeynep encourt entre deux et trois ans de prison au terme de ce procès qui est en fait son troisième. En 2017, elle a été incarcérée pendant six mois à Erzurum pour avoir participé à des manifestations en faveur de la paix. En 2019, elle a été accusée (puis acquittée) pour avoir « rabaissé les valeurs de la religion » en

organisant des pique-niques collectifs dans la rue pour célébrer les ruptures du jeûne pendant le ramadan : une manière de critiquer l'opulence et la démesure des ruptures du jeûne pratiquées par certains responsables AKP, dans des hôtels ou des restaurants de grand luxe.

Pour l'instant, seul le procès des tweets est toujours en cours. Elle attend avec impatience et sans peur l'audience où seront énoncées les phrases incriminées : « Là, on va bien rigoler ! » assure-t-elle, en ajoutant : « Le premier séjour en prison, j'avoue que c'est impressionnant. Dès mon arrivée, j'ai été passée à tabac parce que je refusais la fouille à nu. Et puis on s'y fait, c'est pas la fin du monde. Et je me dis qu'à mon petit niveau je peux faire avancer les choses. »

« Nous n'oublierons pas le 10 octobre »

Le 10 octobre 2021, je me trouvais à Ankara, et il s'avère que c'était, par hasard, le jour de mon anniversaire. De quoi être surprise par les slogans scandés avec des applaudissements par les manifestants qui se tenaient, immobiles, devant l'ancienne gare de la capitale et que me traduisait mon interprète : « Nous n'oublierons pas le 10 octobre ! » Ils étaient une petite centaine venus commémorer, comme chaque année depuis six ans, les 103 personnes tuées dans l'attentat du 10 octobre 2015 revendiqué par l'organisation Etat islamique.

Le massacre avait eu lieu au moment où une manifestation pour la paix se tenait là, devant la gare d'Ankara. De nombreux activistes de gauche, notamment prokurdes, étaient présents. L'opposition soupçonne - sans aucun élément de preuve - le président Erdogan d'avoir été informé du massacre et de l'avoir délibérément laissé faire, sachant qu'il viserait des adversaires, et pour justifier la restriction des libertés publiques qui a suivi.

D'où les deux slogans de la foule : « Nous n'oublierons pas le 10 octobre ! » et « L'Etat fasciste (turc) rendra des comptes ! » Les policiers, plus nombreux que les manifestants, n'ont pas fait dans la dentelle. Charges, gaz lacrymogènes, tirs de balles en caoutchouc, tabassages, embarquements dans les fourgons, gardes à vue. Tout cela pour deux phrases prononcées par une centaine de protestataires pacifiques et immobiles. L'ensemble n'a pas duré plus d'une heure. Devant la gare d'Ankara, le bouillonnement des klaxons et des passants affairés a repris normalement, comme si rien ne s'était passé.

« Contenir » les réfugiés syriens

L'expérience ordinaire de l'Etat policier a continué plus tard dans la journée, dans le district d'Altindag, un quartier du nord d'Ankara peuplé majoritairement de réfugiés syriens fuyant la guerre depuis mars 2011. Ces réfugiés sont officiellement quatre millions dans le pays, soit 5 % d'une population turque qui reproche maintenant au président Erdogan de les avoir accueillis en leur ouvrant le marché du travail, au prix d'un marchandage avec l'Union européenne. Par cet accord, contracté avec la chancelière allemande Angela Merkel dans la foulée de la crise des migrants de 2015, le président turc s'est en effet engagé à « contenir » les réfugiés dans son pays en échange, notamment, du financement par les Vingt-Sept de projets d'assistance, de développement, d'infrastructures scolaires ou sanitaires, à hauteur de 6 milliards d'euros (auxquels se sont ajoutés récemment 3 milliards supplémentaires).

Au-delà des négociations entre autorités turques et européennes sur le respect des engagements de part et d'autre, une partie de la société ressent la présence massive des Syriens comme un problème menaçant dans le contexte de crise économique. Discours xénophobes et hostilité aux migrants s'intensifient. Les partis de l'opposition, qu'ils soient de gauche ou de droite, s'emparent du sujet pour en faire un argument contre la politique d'Erdogan. L'immigration syrienne sera sans aucun doute un sujet des élections de 2023.

Sur un mur, quelqu'un avait crayonné une inscription : « Les grands espoirs de mon petit monde »

Le 11 août 2021, dans la soirée, des dizaines de personnes ont surgi dans le quartier pour attaquer les vitrines, les commerces, les voitures, les logements syriens. L'élément déclencheur avait été, la veille, une rixe mortelle entre jeunes, suivie sur les réseaux sociaux par de fausses informations et des incitations à une opération punitive. Ce quasi-pogrom a laissé les habitants traumatisés. Depuis, sur les murs et les rideaux de fer des échoppes, les « non-Syriens » ont tagué un drapeau turc, espérant ainsi que ce signe de reconnaissance les épargnera dans le cas d'une prochaine descente. Du coup, les commerçants syriens se sont mis à leur tour à faire de même, tapissant leurs magasins de drapeaux turcs - sans se douter qu'ils se trahissent en les accrochant parfois à l'envers.

Au café « Sam » (le nom turc de « Damas », la capitale syrienne), Majid cuisine ses döner kebabs en racontant la nuit terrifiante de la prise d'assaut. Il a peur, il voudrait déménager ailleurs en Turquie, ou en Europe.

Et ce vieux cordonnier, lui, que pense-t-il ? Est-il Turc ou Syrien ? On ne le saura pas. Au moment d'entrer dans son échoppe, trois hommes en jean et chemise nous demandent de sortir. Police. « Que faites-vous dans le quartier ? Pourquoi voulez-vous leur poser des questions ? », demandent-ils à l'interprète, au photographe et à moi. Ils prennent les passeports, discutent, téléphonent à leurs chefs, attendent. Trois policiers d'une hiérarchie supérieure arrivent en renfort. Puis trois autres, sans doute le niveau encore au-dessus. Ils sont neuf.

Discuter avec les gens du quartier semble une affaire grave. Le cordonnier nous apporte gentiment un thé, dehors sur son pas de porte, pendant que les passeports passent de main en main, examinés à la loupe encore et encore... puis, au bout de deux heures, rendus. Ordre de quitter le quartier sur-le-champ. Au moment de partir, l'un des policiers nous glisse : « Ne voudriez-vous pas plutôt interviewer la famille du jeune Turc qui a été tué au cours de la rixe (celle qui a déclenché l'opération punitive) ? » Bien sûr. « Je vous appellerai », dit-il. Il ne l'a pas fait. Nous avons laissé le quartier, ses peurs et ses drapeaux turcs à l'envers. Sur un mur, quelqu'un avait crayonné une inscription : « Les grands espoirs de mon petit monde ».

Quand rôde l'arbitraire

L'autocrate Erdogan a mis en place une vaste zone grise qui n'est pas la dictature. C'est tout le paradoxe de ce pays qui bouillonne de vie, de liberté, d'inventivité, de différences, de démocratie persistante et du courage de ceux qui, politiques, entrepreneurs, avocats, journalistes, militants des droits de l'homme ou citoyens ordinaires, rendent impossibles les velléités d'une mise au pas plus sévère.

Des dizaines de professeurs de l'université du Bosphore, à Istanbul, continuent de manifester tous les jours, comme l'ont fait des milliers d'étudiants, pour protester contre la nomination d'un nouveau recteur sur décret du président.

Chacun jongle avec des règles du jeu insidieuses qui sont celles de l'arbitraire : on peut être limogé de la fonction publique ou condamné à la prison pour un tweet ironique, comme passer à travers les mailles du filet pour des actions ou des écrits plus provocants, sans savoir pourquoi. « Dans les années 1980, explique l'avocate Gülseren Yoleri, présidente de l'Association des droits de l'homme (IHD) à Istanbul, des cours militaires rendaient justice, il y avait des

assassinats clandestins, des milliers de personnes ont disparu. Mais il y avait des règles de droit. Vous saviez où vous mettiez les pieds. Quand les gens venaient me voir, je pouvais leur dire : « Si vous êtes jugés, vous risquez une peine de tant à tant. Aujourd'hui, c'est au petit bonheur la chance. Il y a moins d'assassinats illégaux, mais il n'y a plus de droit. Le pire est toujours possible et tout est flou. » Au bas de l'immeuble qui abrite l'association, une dizaine de policiers en civil font le guet. Il n'est jamais inutile d'observer les allées et venues de ceux qui viennent chercher appui à l'IHD.

D'Istanbul à Diyarbakir, d'un bout à l'autre de la Turquie, deux femmes font l'expérience de cette zone grise permanente. Deux battantes qui ne lâchent rien. Ayse Bugra et Basak Demirtas sont réduites à aller rendre visite à leurs maris respectifs, emprisonnés l'un et l'autre depuis des années sans motif rationnel d'accusation, et à assister à leurs procès retardés d'année en année sans qu'aucune condamnation soit prononcée, malgré l'étrange souci de maintenir une apparence de légalité.

Le milliardaire rouge emprisonné

Ce 8 octobre, au tribunal d'Istanbul, Ayse s'est rendue à une énième audience du procès de son mari, Osman Kavala, 64 ans, figure majeure de la société civile. Ce mécène charismatique surnommé « le milliardaire rouge », accusé par le pouvoir d'être « le représentant de Soros », qui consacre sa fortune à mettre en valeur l'héritage multiculturel en Turquie - kurde, arménien syriaque, y compris le sujet explosif qu'est la reconnaissance du génocide arménien -, est jugé entre autres parce qu'il aurait soutenu, en 2013, les manifestations antigouvernementales connues sous le nom de « mouvement de Gezi ». Il fait l'objet de divers chefs d'accusation : tentative de renverser le gouvernement et l'ordre constitutionnel, ou atteinte à la sécurité de l'Etat. La libération d'Osman Kavala est exigée depuis décembre 2019 par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), qui menace Ankara d'une procédure d'infraction. En vain.

Une fois de plus, ce jour-là, Ayse Bugra s'est assise parmi le public. Une fois de plus, l'ancienne professeure d'université de 69 ans, au regard vif et triste, a regardé son mari sur un écran au fond de la salle d'audience, intervenant depuis la prison où il est enfermé depuis octobre 2017. Elle l'a écouté expliquer que sa détention n'avait pour but que de permettre au pouvoir du président Erdogan « d'entretenir la fiction d'un complot ». Qu'attend-elle de ce procès ? « Rien, me

répondait-elle la veille, dans son bureau. Depuis quatre ans qu'il est en prison, on ne m'a jamais dit quels étaient les faits précis qu'il aurait commis et qui constitueraient un crime. Le jour où il a été acquitté, en février 2020, alors que nous l'attendions, il a été de nouveau arrêté sans même avoir été relâché. La décision a été cassée en appel. Donc, je n'attends rien. J'essaie de ne rien espérer.

»

A 1 500 kilomètres de là, dans le sud-est de la Turquie, Basak Demirtas, 43 ans, a dû abandonner son métier d'enseignante pour se consacrer à son mari en prison. Dans sa ville de Diyarbakir, peuplée en majorité de Kurdes et considérée comme la capitale historique et symbolique des territoires kurdes de Turquie, cette femme souriante aux sublimes yeux verts ne peut faire un pas sans qu'on l'arrête pour les remercier, elle et son mari, de leur courage et de leur engagement.

« On ne te laissera pas être président »

Car Selahattin Demirtas, lui aussi, est un emblème national. Comme pour Osman Kavala, et sans plus de succès, la CEDH réclame sa libération. Elle a condamné la Turquie pour la détention depuis 2016 de ce leader prokurde, député et coprésident du Parti démocratique des peuples (HDP), une formation située à gauche qui défend les droits des Kurdes comme de toutes les minorités - sans être claire sur ses liens avec l'organisation terroriste kurde PKK. Recep Tayyip Erdogan a fait un ennemi personnel de cet homme politique redoutable, qui a l'inconvénient supplémentaire d'être aussi un écrivain à succès, chanteur, blagueur et diablement populaire.

En mars 2015, au Parlement, Demirtas a interpellé Erdogan : « On ne te laissera pas être président ! » Cette phrase, répétée plusieurs fois, est devenue culte à travers le pays. Et lors des élections législatives de juin 2015, ce sont les 13 % obtenus par le HDP de Demirtas qui ont privé le dirigeant turc de la majorité absolue qu'il détenait depuis treize ans au Parlement. Le président ne l'a pas oublié.

A Diyarbakir, capitale d'une minorité kurde représentant 20 % de la population en conflit permanent avec l'Etat, le ras-le-bol contre l'autocratie du président est particulièrement sensible. En 2016, les combats entre l'armée turque et la guérilla kurde du PKK ont abouti à la destruction des deux tiers de la vieille ville médiévale entourée de remparts romains, et au déplacement forcé de 20 000

personnes. Dans la foulée, le président Erdogan a destitué les autorités élues de la ville pour les remplacer par un administrateur judiciaire dépendant de l'Etat central.

Tout était conçu pour que la Turquie, héritière de l'Empire ottoman, retrouve « l'esprit de conquête » et son rang dans le monde.

Les plaies et les mémoires restent ouvertes et à fleur de peau. A commencer par la plus profonde, celle dont le pouvoir turc refuse d'assumer la responsabilité : le génocide des Arméniens. Plus d'un million de personnes ont été déportées, affamées ou massacrées sur le territoire turc entre avril 1915 et juillet 1916. Pour Garo Paylan, unique député arménien du Parlement turc et représentant du HDP, « la société turque ne pourra pas réellement se démocratiser tant qu'elle restera dans ce déni persistant du génocide ».

Pour l'heure, l'adversaire le plus redoutable du président Erdogan s'appelle l'économie. C'est sa faillite qui est à même de mettre un terme à un système politique à bout de souffle. Sur le marché de Keçiören, la municipalité du nord d'Ankara où les trois copines se retrouvaient au café, les marchands se sentent un peu seuls derrière leurs montagnes de fruits et légumes disposés en pyramides artistiques et rutilants sous le soleil. Les haricots verts à 25 livres le kilo ne trouvent pas preneurs, alors que le salaire minimum mensuel est à 2 825 livres. L'inflation officielle est de 20 % - et même de 30 % selon certains experts.

La bouteille d'huile de tournesol est passée en quelques mois de 32 à 80 livres, selon le vendeur qui enchaîne les exemples pour sa démonstration. « Avant, les prix pouvaient varier de 1 à 2 livres turques par kilo. Maintenant, ça peut décoller de 8 livres d'un seul coup. Tous les coûts augmentent, mais pas les salaires. Les gens n'ont plus de quoi acheter. Ils hésitent même pour 5 centimes, et nous on ne vend rien. » Il baisse d'un ton et poursuit sur la politique, ironise sur le palais monumental d'Erdogan, se plaint des réfugiés syriens « amenés par le gouvernement alors que nous on n'a rien »... Une vieille dame tend l'oreille et défend son président : « Parce que vous feriez mieux que lui, vous ? menteurs ! »

Dans la zone industrielle de Diyarbakir, le patron de Jiber, une PME familiale de prêt-à-porter, sous-vêtements et linge de maison fondée en 1997, reconnaît aussi souffrir de la baisse spectaculaire du pouvoir d'achat. « J'ai 44 ans, explique Fadil Ogurlu. J'ai connu des crises, mais je n'ai jamais assisté à une chute aussi violente

de l'économie. » De 12 489 dollars en 2013, le PIB par habitant est tombé à 8 610 dollars en 2021. « Aucune de nos sociétés ne supporterait une telle dégradation des structures économiques et sociales », note un diplomate en poste à Ankara. Fadil Ogurlu dit pouvoir en adoucir les effets grâce aux exportations dans les pays voisins, elles-mêmes favorisées par la baisse de la livre turque. Mais son objectif prioritaire est de conquérir le marché européen. Il est en contact avec des partenaires français et allemands. Rien à espérer du côté des négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE, qui sont au point mort. Mais l'union douanière, créée en 1995, est un atout majeur pour le pays, qui réalise avec l'UE plus de 60 % de ses exportations.

Un scénario incertain

La dégringolade de l'économie et la paupérisation de la population sont le talon d'Achille d'Erdogan ainsi que le principal problème du pouvoir actuel. Elles sont la cause principale de sa perte de crédit, dans une société turque parfois encore séduite par le « nouveau roman national » que le président Erdogan s'est attelé à écrire.

L'objectif était double, ainsi que l'indiquait Marc Semo dans Le Monde : « affirmer un nationalisme à forte connotation religieuse » en redonnant toute sa place à l'islam, et se montrer « toujours plus agressif sur la scène politique intérieure et surtout à l'international », en défiant l'Europe et l'Occident. Tout était conçu pour que la Turquie, héritière de l'Empire ottoman, retrouve « l'esprit de conquête » et son rang dans le monde.

Le modèle économique fondé en grande partie sur la construction d'infrastructures et de grands bâtiments publics arrive à saturation. Depuis le coup d'Etat avorté de 2016 et la mise en place d'un pouvoir autocratique, la situation n'a cessé de se dégrader. L'arbitraire du fonctionnement judiciaire et l'insécurité géopolitique en Méditerranée ne stimulent en rien les entrepreneurs locaux ni n'encouragent les investisseurs étrangers. Volkswagen a renoncé à implanter une usine prévue à Izmir.

Les électeurs sont les derniers maillons de la chaîne à subir les effets de l'engrenage. « La situation économique prive Erdogan des trois groupes de conservateurs qui le soutenaient le plus, analyse Reha Ruhavioglu, directeur de l'institut de sondage Rawest. D'abord les femmes, chez qui l'AKP était très fort :

elles vont au marché et sont en première ligne pour mesurer la baisse du pouvoir d'achat. Ensuite les jeunes diplômés, qui ne trouvent pas d'emploi. Et enfin les Kurdes, à qui le président avait tendu la main avant que les tensions reprennent.

»

La fin de règne est dans l'air, mais personne ne s'aventure à en écrire le scénario. Recep Tayyip Erdogan, théoriquement, reste au pouvoir jusqu'en 2023. S'il perd, acceptera-t-il sa défaite ? Négociera-t-il son exil ? S'accrochera-t-il au pouvoir ? Qui, dans l'opposition, émergera ? Serait-ce l'une des deux figures du Parti républicain du peuple (CHP, kémaliste, social-démocrate et laïque), le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, ou le maire d'Ankara, Mansur Yavas ?

Ou la fondatrice du Bon Parti (Iyi Parti, kémaliste, nationaliste et laïque), Meral Aksener, dont les affiches inondent déjà les espaces publics des grandes villes, et qui souhaiterait occuper le poste de première ministre dans un régime à nouveau parlementaire ? Les principaux partis de l'opposition sauront-ils s'entendre entre eux, ainsi qu'avec le parti prokurde HDP, désormais indispensable faiseur de rois ? Le futur dirigeant (ou la future dirigeante) sera-t-il (elle) plus démocrate que son prédécesseur ? Telle est la caractéristique de ce pays mélangé, inclassable, imprévisible : il semble toujours en être à son point de bascule.
